

Appel des organisations de jeunesse au 1er mai

“Ne parlez pas d’acquis sociaux, mais de conquies sociaux, parce que le patronat ne se désarme jamais” Ambroise Croizat

140 ans après le 1er mai 1884, journée lors de laquelle les ouvrier·e·s américain·e·s ont revendiqué la journée de 8h, **les organisations de jeunesse appellent à un 1er mai du soulèvement de la jeunesse !**

En 2024, les travailleur·se·s, les étudiant·e·s, les retraité·e·s, les chômeur·se·s sont précarisé·e·s à coup de baisse de leurs droits et d’une perte de pouvoir d’achat avec une inflation qui n’est pas compensée par une hausse des salaires, des pensions et des bourses en conséquence. Les économies de l’Etat se font sur le dos des services publics et des précaires.

Le rouleau compresseur des réformes anti-sociales de Macron casse nos conquies sociaux et sur nos droits sociaux.

De leur côté, les jeunes subissent de leur côté le chômage de masse, la sélection à l’entrée des études supérieures, un manque cruel de protection sociale et la promesse d’un futur instable.

Les lycéen·ne·s subissent des réformes dégradant leurs conditions d’études : baisse des heures de cours pour les bacs pros, une orientation forcée de plus en plus tôt, de plus en plus d’inégalités entre les lycées et donc l’accès à l’éducation pour tou·te·s mais également une sélection à l’entrée dans les études supérieures.

Les étudiant·e·s sont plus précaires qu’ils et elles ne l’ont jamais été : u. Un·e sur deux saute un repas par jour et 50% sont obligé·e·s de se salarier pour financer leurs études, ce qui constitue la première cause d’échec à l’université.

Depuis l’arrivée au pouvoir de Macron, le mouvement social est méprisé et les libertés syndicales attaquées. Partout sur le territoire, les syndicalistes étudiant·e·s sont réprimé·e·s à coups de commissions disciplinaires, de perte des droits des élu·e·s étudiant·e·s et d’empêchement de l’activité militante. Par ailleurs, la censure des débats par l’extrême droite est encouragée par le gouvernement qui cherche à amputer du débat public toute forme de contradiction.

Face à cette colère exprimée par la jeunesse, le gouvernement n’a comme solution que des dispositifs inutiles, coûteux voire réactionnaires n’envisageant la jeunesse que comme un danger. Le SNU, en opérant une dangereuse confusion entre armée, éducation civique et droit aux vacances ne permettra en rien de s’attaquer aux difficultés des jeunes. Les annonces sur l’uniforme visent à rassurer un électorat âgé réactionnaire, en proposant un dispositif passéiste qui n’a jamais fait ses preuves en matière de réduction des inégalités. Le premier ministre voudrait également que la mention “fauteur de trouble” puisse être ajoutée au dossier parcoursup d’un·e élève ou encore que l’on puisse sanctionner des élèves sur leurs résultats scolaires. Des annonces qui ne cherchent qu’à caricaturer et mépriser les jeunes.

Nous, organisations de jeunesse, syndicats étudiants et lycéens, réaffirmons aujourd’hui que les jeunes ne se laisseront pas faire.

Tout au long de l'année et en ce 1er mai, nous revendiquons :

- La mise en place d'une protection sociale pour les jeunes en formation à hauteur du seuil de pauvreté
- Le retour du repas à 1€ pour tou-te-s les étudiant-e-s et la construction en urgence de 150 000 logements CROUS
- L'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans
- Une politique pour l'insertion professionnelle des jeunes notamment dans les services publics
- L'interdiction de la rémunération en dessous du SMIC pour les jeunes via les stages (et le paiement dès la première heure travaillée et non à partir de 2 mois comme c'est le cas actuellement), services civiques et autres artifices favorisant le travail précaire
- Un investissement massif de l'Etat dans l'éducation et l'enseignement supérieur
- La fin de la sélection à l'entrée et dans le supérieur
- La suppression des frais d'inscription différenciés pour les étudiant-e-s étranger-e-s
- La suppression du SNU et l'augmentation du nombre d'heure de cours d'EMC dans le secondaire

Signataires :

Union nationale des étudiants de France (UNEF)

Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF)

Jeunes socialistes (JS)

Jeunes écologistes (JE)

Jeunes génération·s (JG)

Jeunes insoumis (JFI)

Union étudiante (UE)

Fédération démocratique et indépendante lycéenne (FIDL)